



DEMANDE DE SOUSCRIPTION D'UNE CONVENTION DE GARANTIES MAISONS INDIVIDUELLES

(CONTRAT DE CONSTRUCTION - LOI DU 19 DECEMBRE 1990)

Raison sociale :

Enseigne commerciale :

SIREN :

Forme juridique :

Date de création :

Adresse :

.....

Téléphone :

Portable :

Email :

Adresse du site Internet :

Montant et répartition du capital – Identité du/des bénéficiaires effectifs¹ :

Capital social : K€

Noms et Prénoms (ou Raison sociale si personne morale)	Montant ou % du capital détenu	Bénéficiaire effectif de la société ? Oui /Non	Date de Naissance (JJ/MM/ AA)	Lieu de Naissance

¹ Bénéficiaire effectif : la ou les personnes physiques détenant chacune, directement ou indirectement, plus de 25% du capital ou des droits de vote de la société et/ou la ou les personnes physiques exerçant, par tout moyen, un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction ou sur l'assemblée générale des associés de la société. Si aucune personne physique ne remplit l'un des critères ci-dessus, il y a lieu de considérer le représentant légal de la société comme étant le bénéficiaire effectif (art. L. 561-46, R. 561-55 et suivants du code monétaire et financier).

Organigramme de la société :

Effectif global salariés de l'entreprise :

Services	Effectifs	Nom du responsable de service	Date d'entrée dans la société	Coordonnées (Portable ou mail)
Direction				
Commercial → Indépendants → Salariés				
Bureau d'études				
Conducteurs de travaux				
Administratifs				
Productifs				

L'entreprise est-elle adhérente à une organisation professionnelle ?

- OUI - Si oui laquelle ou lesquelles ?.....
- NON

-
- Pièces à fournir :**
- Copie du document relatif aux bénéficiaires effectifs déposé auprès du greffe
 - Copie de la carte d'identité ou du passeport du dirigeant
 - Extrait K-Bis (de moins de 3 mois)
 - Statuts de l'entreprise et personnes morales liées
 - Note historique sommaire sur l'entreprise
 - CV de l'équipe de direction
 - Attestation de lutte anti-blanchiment complétée et signée

Répartition du CA selon les différents secteurs d'activités (en %)

- Maisons individuelles :
 - en contrat de construction :
 - en VEFA :
 - en marché de travaux :

- Autres activités (précisez) :
 - rénovation, etc. :
 - bâtiments industriels, commerciaux, etc. :
 - travaux publics, etc :

Technique de construction employée

- TRADITIONNELLE % :
- BOIS % : (cf note annexe bois page 8 à remplir)
- AUTRE % : (fournir un descriptif sur le mode constructif)

Sous-traitance en matière de maisons individuelles

- 100 %
- Autre :%

Nature des travaux sous-traités :

.....

Avez-vous une garantie de paiement sous-traitant :

- OUI - Après de quel organisme :
- NON

Conception

Fournissez-vous les plans ?

- OUI - Quel système informatique utilisez vous ?
- NON

Eléments financiers

► **Niveau de marge brute** = $(\text{prix de vente} - \text{prix de revient}) / \text{Prix de vente}$

Sur quelles bases est établi le prix de revient des maisons individuelles et par qui ?

.....

- Marge brute moyenne pratiquée : %
- Marge brute minimale acceptée : %

► **Méthode comptable :**

Des travaux en cours : A l'achèvement A l'avancement

Détails sur le calcul des travaux en cours au bilan :

.....

Valorisez-vous le carnet de commandes : OUI NON

Si oui, comment :

.....

Partenaires bancaires :

	Banque n°1	Banque n°2
Nom de la banque		
Lignes Court terme accordées en K€ (autorisation de découvert...)		

Pièces à fournir :

- Relevés bancaires des 3 derniers mois + relevés de placements
- Liasse fiscale et comptes détaillés des 2 derniers exercices
- Dernière situation comptable intermédiaire
- Compte d'exploitation prévisionnel
- Prévisionnel de trésorerie
- Fiches de déboursés de 2 chantiers
- Fichier de suivi des travaux en cours

Pièces supplémentaires pour les sociétés appartenant à un groupe :

- Organigramme du groupe indiquant pour chaque société son activité, sa forme juridique, le montant de son capital et son chiffre d'affaires.
- Liasse fiscale et comptes détaillés des 2 derniers exercices pour chaque société liée
- Dernier bilan consolidé du groupe.

Implantation commerciale

- ▶ Zone d'activité de l'entreprise :
- ▶ Nombre et localisation des agences/bureaux :
 -
 -
 -
- ▶ Nombre et localisation des maisons témoins :
 -
 -

Mode de rémunération des commerciaux

- salariés :
- indépendants :

Gamme de prix des maisons individuelles

- ▶ Prix moyen de vente : K€ (TTC)
- ▶ Répartition des ventes :
 - < 120 K€ TTC :%
 - De 120 à 180 K€ TTC :%
 - De 180 à 300 K€ TTC :%
 - > 300 K€ TTC :%

Contrat CCMI

- ▶ Demandez-vous un acompte à la signature du contrat ?
 - OUI - Combien ? %
 - NON
- ▶ Délai moyen :
 - Administratif de la signature du contrat à l'ouverture du chantier :
 - De réalisation des travaux :
- ▶ Qui signe et qui contrôle le contrat de construction définitif ?
- ▶ Fournissez-vous la DO aux clients ?
 - OUI - Nom de(s) assureur(s) :
 - NON

Renseignements commerciaux

► Concernant le CCMI :

<i>En nombre de maisons</i>	Année civile en cours	Année civile N-1	Année civile N-2
Ventes			
Ouvertures de chantiers			
Livraisons			

- Carnet de commande à la date de constitution du dossier (*maisons signées non commencées*) :

En nombre :

En valeur :K€

- Nombre de chantiers en cours à la date de constitution du dossier :

En nombre :

En valeur :K€

► Autres activités :

<i>En K€</i>	Année civile en cours	Année civile N-1	Année civile N-2
Ventes			

- Carnet de commandes à la date de constitution du dossier (*chantiers signés non commencés*) :

En valeur :K€

- Chantiers en cours à la date de constitution du dossier :

En valeur :K€

Situation actuelle en matière de garanties de livraison

Bénéficiez-vous déjà d'une garantie auprès d'un organisme garant :

- OUI - Auprès de quel(s) organisme(s) ?.....
- NON

	Encours autorisé		Tarification (taux)	Frais de dossiers	Contre-garanties
	En nombre	En valeur (K€)			
Garantie de remboursement					
Garantie de Livraison					

Pièces à fournir :

- Modèle du contrat de construction utilisé (conditions générales et particulières, notice descriptive)
- Brochures commerciales
- Attestation d'assurance en matière de responsabilité civile et décennale
- Modèle du contrat de sous-traitance utilisé

NOTE ANNEXE A REMPLIR EN CAS DE CONSTRUCTION DE MAISONS A OSSATURES BOIS

Les ossatures bois sont-elles réalisées en interne :

OUI

NON - Avec quel(s) fournisseur(s) travaillez-vous :
.....

Si Oui :

- Disposez-vous d'une unité de production intégrée et logée sous la même structure juridique que la société de maisons individuelles : OUI NON

- Les éléments préfabriqués sont-ils posés et mis en œuvre par des salariés de votre société de maisons individuelles : OUI NON

Si vous avez répondu Oui aux 2 questions précédentes, merci de continuer à remplir le questionnaire :

- La préfabrication intègre -t-elle :

→ Les murs OUI NON

→ Les menuiseries extérieures OUI NON

→ La couverture OUI NON

→ Les cloisons OUI NON

- Quelle est la durée moyenne selon les étapes du chantier :

→ Entre l'ouverture de chantier et les fondations : _____ jours

→ De la préfabrication complète des éléments : _____ jours

→ Entre les fondations coulées et la pose des
éléments préfabriqués : _____ jours

→ De la pose totale des éléments préfabriqués : _____ jours

→ Pour livrer la maison à partir de la fin de la pose des
éléments préfabriqués : _____ jours

Mentions informatives relatives aux traitements des données personnelles mises en œuvre par CGI BATIMENT :

Les données transmises par le biais de ce questionnaire sont traitées par CGI BATIMENT en sa qualité de responsable de traitement, pour les différentes finalités ci-jointes :

- Aux fins d'évaluer votre demande de garantie sur la base de l'exécution de mesures précontractuelles prises à votre demande ;
- Aux fins de respecter les obligations légales incombant à CGI BATIMENT, notamment en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
- À des fins de lutte contre la fraude, sur la base des intérêts de CGI BATIMENT à garantir la pérennité de ses activités et favoriser l'équité entre l'ensemble des entités garanties ;
- Aux fins de vous informer des produits et offres de CGI BATIMENT sur la base des intérêts légitimes de CGI BATIMENT à développer ses activités ;
- En cas de contractualisation, à des fins de passation, gestion et exécution de la garantie à laquelle vous souscrivez sur la base de l'exécution d'un contrat auquel vous êtes partie.

Vous êtes informé que dans le cadre de l'étude de votre demande de garantie, CGI BATIMENT est susceptible de collecter et traiter des données publiques concernant votre entité morale et pouvant comporter des données à caractère personnel. Ces données sont notamment produites ou reçues par des autorités dans le cadre de leur mission de service public et communicables à toute personne en faisant la demande (cotation de la Banque de France, données publiées au Registre du Commerce et des Sociétés, etc.). CGI BATIMENT est également susceptible de collecter et traiter des données non-publiques relatives à votre entité morale auprès de tiers. **Elles pourront être transmises à ses partenaires ou aux autorités compétentes.**

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, CGI BATIMENT s'appuie sur des produits et des services mis en œuvre par des prestataires spécialisés (éditeurs de logiciels, prestataires de services informatiques, etc.). Les données à caractère personnel transmises sont susceptibles d'être traitées par ces sous-traitants, agissant uniquement sur instruction documentée de CGI BATIMENT et ne pouvant être traitées par ces sous-traitants que dans ce cadre. Dans cette hypothèse, les données sont susceptibles de faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union Européenne en vertu de la mise en place de garanties appropriées (notamment la signature de clauses contractuelles types adoptées par une autorité de contrôle ou la Commission européenne) et/ou en vertu d'une décision d'adéquation de la Commission européenne vers un pays assurant un niveau de protection adéquat.

En cas d'absence de contractualisation entre votre entité et CGI BATIMENT (refus de garantie par CGI BATIMENT à la suite de l'étude de votre demande ; refus de souscription par votre entité à la suite de la proposition formulée par CGI BATIMENT), les données collectées et traitées par CGI BATIMENT pourront être conservées jusqu'à trente-six (36) mois à compter du refus de garantie ou de l'expiration de l'offre de garantie communiquée par CGI BATIMENT.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation, aux données personnelles vous concernant ainsi que d'un droit à la portabilité et d'opposition pour motif légitime. Pour exercer l'un de ces droits, adressez votre demande par e-mail auprès de donnees-personnelles@cgibat.fr ou par courrier postal à l'adresse postale suivante : Service conformité - CGI BATIMENT - 6, rue La Pérouse - 75784 Paris, Cedex 16 – France.

Si vous considérez que la réponse apportée à votre demande n'est pas satisfaisante, vous disposez de la faculté d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Fait à : _____, le _____

Signature du représentant légal
(+ cachet de la société)

CGI BATIMENT
Société anonyme à directoire et conseil de
surveillance régie par le Code des assurances
RCS Paris B 432 147 049 www.cgibat.fr
6 rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16

**LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT
ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME (LCB-FT)**
**Attestation à compléter et à retourner avec
le dossier de souscription**

Conformément aux articles L561-5-1 et R561-5 et suivants du code monétaire et financier, relatifs à l'identification et la vérification de l'identité du client, et aux articles L561-15 et suivants du code monétaire et financier relatifs aux obligations de déclaration et d'information à Tracfin,

Le soussigné (nom et prénom du dirigeant de la société) :

Représentant légal de la société dénommée :

Immatriculée au RCS de : _____, sous le n° : _____

Dont le siège social est à :

Atteste sur l'honneur ne pas tomber sous le coup des infractions visées aux articles L8211-1 et suivants du code du travail punissant notamment le travail dissimulé, le marchandage, le prêt illicite de main d'œuvre, l'emploi d'étranger non autorisé à travailler, le cumul irréguliers d'emplois, et atteste de surcroît qu'à sa connaissance, les entreprises choisies et qui lui sont liées par contrat de sous-traitance pour mener à leur terme les opérations de construction respectent scrupuleusement les dispositions légales en la matière.

En application de la réglementation relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en vigueur, le constructeur, dès l'adhésion et pour toute la durée de son contrat, s'engage à faciliter pour CGI BATIMENT le respect de ses obligations réglementaires en la matière en lui fournissant, à première demande toute information et toute pièce justificative qui serait nécessaire.

Fait à _____, le _____

Signature du représentant légal
(+ cachet de la société)